

# Du choc Occident/Russie autour de l'Ukraine à la réhabilitation de l'Iran des Mollahs... les contradictions de la politique étrangère de Joe Biden



Joe Biden s'expose à une fronde aux Etats-Unis sur la question des négociations sur l'accord sur le nucléaire iranien et à une potentielle escalade des tensions avec le régime de Téhéran en cas d'échec. La stratégie des sanctions économiques envers l'Iran puis vis-à-vis de la Russie (dans le contexte de la guerre en Ukraine) a-t-elle été réellement efficace ?

Avec Alexandre Del Valle

***Les observateurs avisés savent que le géopolitique est complexe et que les relations internationales de la "vraie vie" n'ont pas grand-chose à voir avec les "narratifs" diffusés par les médias mainstream en permanence et sur le mode de l'émotion qui rend "inaudible" toute nuance ou analyse neutre. Concernant l'Ukraine et les sanctions économiques voulues par l'Occident, les experts savent bien qu'elles sont historiquement inefficaces, qu'elles n'ont jamais fait tomber un dictateur, que celles frappant l'économie russe et le rouble sont déjà largement contournées par la Chine ou d'autres acteurs émergents, et qu'elles vont***

***l'être de façon officielle et quasi "légale" dans peu de temps par l'autre grand pays paria du monde, lui-même en voie de réhabilitation. Un paradoxe qui réside dans l'épineuse question de l'accord sur le programme nucléaire iranien de juillet 2015 dénoncé en 2018 par Donald Trump et en train d'être ressuscité par l'Administration Biden.***

### **Quelques rappels**

La question du nucléaire iranien défraya la chronique internationale en 2002, lorsqu'un dissident du régime, Alireza Jafarzadeh, annonça que Téhéran avait secrètement construit un site d'enrichissement d'uranium à Natanz, au sud de la capitale. Le Président d'alors, Mahmoud Ahmadinejad, confirma que « l'Iran allait rapidement rejoindre les puissances nucléaires » et que son pays "éradiquerait l'Etat d'Israël". Certes, la communauté scientifique iranienne souligna que cela concernait le seul nucléaire civil, via les centrales de Boucheh, sur le golfe Persique, et de Darkhovin, face au Koweït. Mais la "communauté" dite internationale, n'a jamais été convaincue, même si le passage du nucléaire civil (enrichissement de 3 à 5% du minerai d'uranium) au nucléaire militaire (enrichissement de l'ordre de 90%) est loin d'être évident. Toujours est-il qu'en avril 2022, sept ans après l'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015 (Joint Comprehensive Plan of Action/JCPOA), conclu à Vienne sur initiative de l'ex-Président iranien Hassan Rohani et de son homologue d'alors Barack Obama et avalisé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Allemagne, mais dénoncé ensuite par Donald Trump en 2018, l'Iran est devenu un "pays du seuil", capable d'acquiescer bientôt l'arme atomique. La levée des sanctions sous Obama, leur renforcement "maximal" sous Trump et la perspective de leur levée envisagée par Biden en vue de remettre sur le marché mondial le pétrole et le gaz iranien pour compenser le bannissement des hydrocarbures russes, n'ont donc eu aucun effet ni sur le régime des Pasdarans et des Mollahs, toujours en place, ni sur l'avancée du programme nucléaire militaire secret, désormais inéluctable... Sauf en cas d'intervention militaire directe israélienne en vue de l'éradiquer dans l'œuf. L'accord de 2015 que veut remanier et refaire vivre Biden prévoyait:

- une limitation du programme nucléaire iranien, pendant au moins dix ans, et lui interdisant la possibilité de produire du plutonium enrichi, et non, comme on a pu le lire ici ou là, par un démantèlement du programme ;
- un renforcement des contrôles, via le corps des Inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) ;
- et, en contrepartie, la levée au moins partielle, des sanctions économiques qui avaient été imposées à l'Iran.

Depuis 2006 toutes les stratégies contradictoires (chaud comme froid) des administrations américaines, jamais d'accord entre elles sur les questions d'intérêt national, ont échoué tant à stopper le programme militaire et balistique nord-coréen que son successeur iranien. L'assassinat de Mohsen Fakhri-zadeh, le Père de la bombe atomique iranienne, le 13 novembre 2020, à Absard, dans la province de Téhéran, n'a pas freiné le programme nucléaire militaire des Mollahs qui trouve d'ailleurs son origine dans les ambitions stratégiques du Chah d'Iran lui-même dans les années 1970. Entre 2010 et 2019, l'attaque des infrastructures nucléaires

(centrifugeuses) et réseaux stratégiques iraniens par les virus informatiques Stuxnet (Ver informatique conçu par la NSA avec l'unité israélienne 8200 dans le cadre de l'opération Olympic Games) et un autre encore plus sophistiqué et violent, n'ont pas plus stoppé l'avancée de l'Iran vers le nucléaire militaire, le pays de Khomeiny et de Khamenei ayant dépassé les 60 % d'enrichissement de l'uranium et étant très bientôt capable d'atteindre les 90% nécessaires à l'obtention du feu atomique.

Ces faits ont certes montré la détermination des États-Unis et d'Israël de ne pas accepter l'avancée de l'Iran vers le feu atomique, mais le Président américain, Joe Biden, en faisant tout pour réintégrer l'Accord (négociations de Vienne initiées depuis le 6 avril 2021), va achever de faire revenir ce pays-paria dans le concert des nations et probablement contribuer à baisser la garde dans le cadre de sa priorité absolue qui consiste à bloquer la Russie et à trouver des sources d'approvisionnement mondiales en hydrocarbures alternatives à celle des Russes. Il est vrai que Joe Biden s'est gardé de faire réintégrer les États-Unis dans l'accord de 2015 sans obtenir en préalable que le régime iranien donne des gages de bonne foi, notamment la fin de l'enrichissement de l'uranium à 60 %, seuil pas si éloigné que cela des 90 % qui permettent le passage au nucléaire militaire alors que l'accord limitait à 3,67% le degré d'enrichissement de l'uranium produit par l'Iran, bien en deçà du seuil de 20% atteint par Téhéran avant de signer le pacte. Mais les experts russes, turcs, ou surtout israéliens savent que les accords n'ont jamais permis autre chose que de gagner du temps et de faire le jeu des Mollahs, tandis que la politique de "pression maximale" de Donald Trump a donné un prétexte à Téhéran pour ne plus collaborer avec les agences internationales.

Depuis l'accession de Joe Biden à la Maison Blanche, Téhéran exige en préalable de tout retour à l'accord de 2015 l'abandon de "toutes les sanctions anciennes et nouvelles". S'ajoute à ces préconditions, en elles-mêmes problématiques, la dénonciation par le régime iranien du sabotage ayant causé la panne du complexe nucléaire de Natanz (indispensable à l'enrichissement de l'uranium iranien) attribué à Israël. En représailles à cet acte de « terrorisme antinucléaire sioniste", les dirigeants iraniens ont porté l'enrichissement de leur uranium à 60%, se rapprochant toujours plus des 90% nécessaire à la fabrication de l'arme nucléaire.

### **La non-stratégie de Biden face au régime des Mollahs**

Joe Biden, en ayant cédé sur plusieurs exigences de Téhéran, court un risque politique fort s'il est trop laxiste, car les opposants à l'accord de Vienne pèsent au Congrès et au Sénat, et parce que les "trumpistes" peuvent être les grands gagnants des *mid-terms* qui se rapprochent à grand pas. Biden veut donc faire vite. D'un autre côté, l'une des conséquences principales de sanctions renforcées par Donald Trump ("pression maximale") a été le renforcement de la coopération irano-chinoise qui a franchi un nouveau cap avec l'officialisation d'un accord stratégique de 25 ans entre les deux pays en mars 2020, un rapprochement que voudrait éviter à tout prix Joe Biden mais qui participe d'une tendance lourde inhérente à la multipolarisation et aux rivalités entre les États-Unis et le tandem russo-chinois.

Ce constat d'une situation qui empire de "charybde en scylla" a convaincu certains faucons américains conservateurs et israéliens que la seule façon efficace de mettre fin ou de retarder de plusieurs décennies le spectre du nucléaire militaire iranien serait d'intervenir militairement et massivement en Iran contre les installations nucléaires et balistiques, voire contre le régime lui-même... Mais cette optique de la solution forte, dont le Premier ministre israélien Bennet a probablement parlé avec Vladimir Poutine lors de sa rencontre de mars 2022, est plus que difficile à mettre en oeuvre de façon efficace pour des raisons tactiques évidentes...

Outre le danger pour Israël, la potentielle accession à l'arme nucléaire du pays des Ayatollahs serait extrêmement déstabilisante pour toute la région et sur le plan de la prolifération mondiale, déjà en pleine réactivation tous azimuts: l'Arabie Saoudite, ennemie principale de l'Iran, très remontée contre l'Administration Biden et les démocrates américains qui soutiennent les Frères musulmans et veulent réhabiliter les Mollahs, pourraient tenter à leur tour d'obtenir l'arme nucléaire par le biais du Pakistan, avec qui Riyad entretient des liens stratégiques plus qu'étroits. Par la suite, la Turquie, à la fois liée au Pakistan et à l'Iran, mais qui ne cache plus ses ambitions nucléaires militaires dans le cadre de sa recherche de puissance néo-impériale, pourrait saisir l'occasion pour lancer son propre programme accéléré. L'Égypte pourrait enfin décider à son tour de relancer son programme nucléaire militaire secret initié dans les années 1980 et 1990, mais à condition de s'émanciper de sa relation privilégiée avec les États-Unis, ce qui est certes moins probable mais réalisable partiellement dans le cadre d'une forme de non-alignement.

### **Du contournement des sanctions anti-iraniennes à celui des sanctions contre la Russie...**

À la suite des massacres de Boutcha en Ukraine imputés aux forces russes, l'Union européenne a adopté, le 8 avril dernier, des nouvelles sanctions économiques visant notamment le charbon qui ont complété celles visant les banques (gel de 600 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale russe), exclues du système de paiement interbancaire Swift, sans oublier les restrictions d'exportations, l'embargo sur le charbon, les interdictions de survol aérien, etc... Et l'UE prépare un sixième paquet de sanctions, qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité dans l'UE, notamment du côté allemand (question du gaz) et surtout autrichien, slovaque et hongrois.

En riposte aux sanctions massives (sans précédents depuis la seconde guerre mondiale), la Russie a menacé d'expropriation les entreprises étrangères quittant le territoire russe, imposé le rouble comme monnaie de paiement des énergies importées par les pays européens "inamicaux"; préconisé l'adoption de la cryptomonnaie; indexé le rouble sur l'or, puis accentué un rapprochement avec la Chine, l'Inde et l'Iran, en plus de renforcer ses liens avec la plupart des pays d'Afrique et arabes hostiles aux sanctions et à l'Administration Biden, notamment les Émirats arabes unis, où les oligarques russes sont déjà installés depuis des années, ou encore l'Égypte. Quant à l'Arabie saoudite, très remontée contre l'administration Biden qui soutient, comme jadis Obama, les Frères musulmans, ennemis jurés de Mohammad Ben Salmane, elle a déjà proposé aux Chinois de se faire payer son pétrole en yuan, une révolution incroyable qui pourrait mettre fin aux sacro-saints pétrodollars.

Bref, hors de l'Occident, la quasi-totalité des pays du monde s'apprête à violer l'embargo sur la Russie et ne comptent aucunement participer aux sanctions (qui vont pénaliser en premier l'Europe au niveau énergétique) et refuse de sanctionner l'invasion russe de l'Ukraine qui importe très peu les pays "non blancs": vu d'Afrique, ces "blancs" ont dû toupet de demander au monde de se sacrifier économiquement pour les Ukrainiens (conséquences des sanctions) alors que les millions de morts au Congo, au Rwanda, au Soudan, au Yémen ou ailleurs n'ont jamais suscité pareil élan de solidarité et de compassion... Entre-temps, des pays d'Asie charnières et/ou courtisés par des Etats-Unis ont radicalement changé d'attitude: le Vietnam a subitement décidé de ne plus participer à l'aide à l'Ukraine et s'est rangé du côté de l'ex-frère marxiste russe alors qu'il s'était considérablement rapproché ces dernières des années des Etats-Unis face à l'ennemi commun chinois, allié majeur de la Russie... De son côté, le Japon a lui-même cessé de suivre les Occidentaux dans la guerre économique "totale" faite à la Russie, dans laquelle l'Inde et le Brésil, pourtant en bons termes avec les Etats-Unis, n'ont jamais songé à prendre part. Le grand contournement des sanctions occidentales, qui n'ont pas encore eu les effets escomptés de destruction de l'économie russe (remontée du rouble indexé sur l'or et les énergies), a commencé... Le rouble, loin de s'effondrer comme prévu, a repris son cours d'avant la crise (79 pour un euro). Et l'effet domino de la dédollarisation pourrait être extrêmement dommageable, à long terme, à l'hégémonie américaine, largement fondée sur celle de sa monnaie qui sera de moins en moins monopolistique dans le futur pour le paiement des matières premières et des échanges en général.

### **La stupidité de la stratégie de Biden en Iran**

Les sanctions contre la Russie sont par ailleurs largement contournées par un autre Etat qui y est habitué de longue date, la République islamique iranienne. Signe d'une collaboration des "Etats parias", Téhéran songe à intégrer le système de messagerie interbancaire russe Financial Message Transfer System (SPFS), développé par la banque centrale de Russie depuis 2014. Les sanctions consécutives à l'annexion de la Crimée puis à la guerre au Donbass avaient préparé la Russie au remplacement du système de paiement Swift, pas si incontournable que l'Occident le pensait. Il est désormais acté et accéléré à travers la collaboration financière russo-chinoise (système russe Mr et système chinois CIPS). L'exemple de l'Iran sous sanctions depuis des années - et surtout depuis le retrait par les Etats-Unis de l'accord de juin 2015 sur le nucléaire iranien (JCPOA) - nous avait déjà montré à quel point les sanctions sont peu efficaces et contournables, car Téhéran a toujours réussi à commercer avec le monde dans plusieurs domaines dont l'agriculture et nombre de produits non susceptibles de "double usage". Concrètement, un acteur de l'agro-alimentaire européen interdit de commercer avec " *un cocontractant russe mais dont l'activité n'est pas sanctionnée en Iran, pourrait être tenté de vendre ses produits à un intermédiaire situé dans ce pays, lequel se chargerait de revendre à son destinataire russe (...). Il est donc plus difficile aujourd'hui pour une entreprise de commercer en toute légalité avec un partenaire russe qu'avec un partenaire iranien*", explique l'avocat franco-iranien Amir Ardavan-Arslani ( *Nouvel économiste*, art co-écrit avec Jordan Le Gallo, Virna Rizzo..) .

Par ailleurs auteur d'un ouvrage remarqué et fort lucide sur la multipolarisation du monde ( *Le siècle des défis* , l'Archipel, 2021), Amir Ardavan-Arslani, souligne justement que le 30

mars dernier, ce phénomène a été confirmé lorsque Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères russe, a rencontré dans le cadre du sommet des diplomates des 7 pays voisins de l'Afghanistan en Chine, son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahian, pour discuter notamment des négociations sur le nouvel accord relatif au nucléaire iranien voulu par Joe Biden et qui ont été paradoxalement retardées par la Russie: Moscou exigeait des garanties comme quoi les sanctions occidentales à l'encontre du Kremlin suite à l'invasion de l'Ukraine ne viseraient pas les échanges russo-iraniens en cas de retour de l'Iran sur le marché mondial. Ardavan Amir-Aslani en conclut que " *les Etats-Unis semblent finalement avoir retenu qu'une exonération aux sanctions prises contre Moscou était un mal nécessaire à la résurrection de l'accord nucléaire avec l'Iran. Une trêve au nom d'un bien nécessaire : les hydrocarbures* ".

### **En guise de conclusion**

L'hypermoralisme droit de l'homme des Etats-Unis démocrates et de l'UE social-démocrate, comme tous les moralismes prosélytes, masque très mal son hypocrisie et son "double standard". D'où l'indignation des Yéménites chiites ou même des Arméniens, qui font actuellement face à des prédateurs (pro-occidentaux) impunis et jamais sanctionnés car du côté des pays de l'OTAN et des Etats-Unis... Si l'on est passé d'un coup d'une diplomatie américaine Trumpiste anti-interventionnisme, otanosceptique, anti-Mollahs, pro-Saoud obsessionnellement anti-iranienne à une Administration Biden obsessionnellement anti-russe, atlantiste, pro-Frères musulmans, anti-Saoud et donc favorable à un retour de l'Iran dans le marché mondial, cela montre bien que la politique extérieure du plus grand pays du monde n'a plus aucune continuité logique. Ce message de versatilité stratégique et de non-fiabilité lancé par l'Amérique à ses alliés ne peut qu'accroître l'instabilité mondiale et l'accélération de la multipolarisation du monde, paradoxalement accélérée par les sanctions occidentalo-américaines. Celle-ci ont en effet abouti à inciter de nombreux pays à se dédollariser et à mettre en place des moyens de paiement et plate-formes digitales non liées au deep-State américain et aux multinationales occidentales...